

Communiqué de presse

Bruxelles, le 29 Novembre 2017

Pour AB INBEV, la Saint Nicolas, c'est... tous les jours !

La FGTB Bruxelles et la CSC Bruxelles réaliseront une action de sensibilisation ce mercredi 6 décembre 2017 à Bruxelles - Gare centrale - sur le thème de la Fiscalité. Objectif : dénoncer l'inaction du Gouvernement fédéral en matière de lutte contre la fraude fiscale, plaider pour la mise en place d'une politique fiscale juste et exiger le renforcement des ressources octroyées à l'administration fiscale dans le cadre de ses missions.

« *Pour eux, la Saint Nicolas, c'est... tous les jours !* ». Le slogan est clair. Ce mercredi 6 décembre 2017, à 7h, la CSC Bruxelles et la FGTB Bruxelles seront devant la gare centrale pour dénoncer notamment les cadeaux fiscaux faits par le Gouvernement Fédéral à une série de multinationales.

Une action très visuelle sera installée devant la gare centrale : une sphère de 5 mètres de diamètre « abritera » une série d'enseignes de multinationales installées sur une île de pièces en or, illustration de l'immunité dont bénéficie ces sociétés. Les pièces d'or (en chocolat) présentes dans la sphère seront collectées par les délégués et distribuées aux passants afin de plaider pour une redistribution de ces moyens au bénéfice des politiques publiques.

A titre d'illustration, la société belge AB INBEV a été imposée à 0,01% en 2015... Manque à gagner pour l'Etat - la sécurité sociale, les services à la collectivité et la création d'emplois - : 314.284.116 €. Soit l'engagement de 6.283 infirmières.

Ces cadeaux fiscaux aux grosses sociétés, réalisés via une diminution des cotisations patronales à la sécurité sociale et l'impôt sur les bénéfices, sont octroyés sans contrepartie en termes de création d'emplois. Résultats, les bénéfices de ces sociétés, dont profitent largement les actionnaires, s'envolent en grande partie dans les paradis fiscaux.

Par cette action, la CSC et la FGTB s'allient pour :

- Revendiquer la justice fiscale ;
- Dénoncer l'absence de réaction des partis de la majorité fédérale face aux scandales d'évasions fiscales dénoncés par des citoyens engagés : « Paradise Papaer », "Panama papers", "Lux Leaks", "Swiss Leaks" ou "Offshore Leaks" ;
- Exiger de mettre à disposition de l'administration fiscale les ressources nécessaires (diminution des effectifs de 48% entre 2011 et 2015) à l'exercice de ses missions afin de collecter ces recettes fiscales au bénéfice des politiques publiques.

Contact Presse : Coline LALOY : 0497/91.44.49